



# DES CHIFFRES ET DES FAITS

## 100 %

C'est la proportion des représentants élus du personnel du comité technique de l'UJM (Université Jean-Monnet, Saint-Étienne) qui ont à nouveau voté, le 7 octobre, contre le « document d'orientation stratégique » dans sa 2<sup>e</sup> version (« DOS 2 »), rendue nécessaire après le départ de l'INSA du projet d' « Université-Cible ».

## 183 000 euros

C'est la somme des primes confisquées aux personnels BIATSS de l'UJM, qui auraient dû être versées en fin d'année 2019 et que la présidence a décidé de garder dans le fonds de roulement de l'UJM. En effet, la présidence conditionnait le versement de ces primes, non seulement à la mise en œuvre d'un RIFSEEP particulièrement arbitraire, mais aussi à l'implication dans la fusion, l'Université-Cible et l>IDEX, dont les personnels ne veulent pas. Et elle aurait voulu de plus l'accord des organisations syndicales !

## 143 308 euros

C'est la somme dont le CA de l'UJM a demandé la remise gracieuse dans le cadre de la « mise en débet » de l'ancien comptable public de l'UJM. C'est donc une somme qu'elle prendrait à sa charge. Le jugement de la Cour des comptes entraînant cette « mise en débet » est disponible en ligne ici (voir en particulier la p. 6, § 27) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/documents/49589>

## 900 000 euros

C'est le budget alloué par la COMUE de Lyon pour une « étude d'impact » sur la fusion et la mise en œuvre de l' « Université-Cible », à destination d'un cabinet qu'elle a elle-même choisi, alors que la COMUE comme les universités font obstacle aux enquêtes demandées par les CHSCT de ces établissements.

## 905 000 euros

C'est la somme que la COMUE Université de Lyon vient d'être condamnée à rembourser à la Métropole de Lyon, somme qu'elle n'aurait pas dû percevoir (voir *Le Progrès* de ce jour).

*Tous ceux dont les salaires n'augmentent jamais, dont les primes devraient être soumises à l'arbitraire du RIFSEEP, dont la charge de travail augmente sans cesse, dont les retraites seraient saccagées par le projet Delevoye-Macron, se feront leur opinion. Plus que jamais, FO ESR 42 revendique l'arrêt du projet IDEX, l'abandon du projet d'Université-Cible et de la fusion, le maintien de l'UJM avec sa personnalité morale et juridique.*